

Arrêté portant autorisation temporaire de stationnement

Le Maire de la Commune de Rouillon,

- Vu** le Code de la route ;
- Vu** le Code général des collectivités territoriales ;
- Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques ;
- Vu** le Code de la voirie routière ;
- Vu** la demande présentée par M. Frédéric FOUQUERAY, de l'entreprise EGMB, 317 route des baleines – 72550 COULANS-SUR-GÉE ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'autorisation

L'entreprise EGMB est autorisée à occuper le domaine public conformément à la demande faite par M. Frédéric FOUQUERAY à savoir : stationnement d'une toupie à béton sur la chaussée devant le 32 rue de la Mairie les **5 et 6 mai 2026**.

Le bénéficiaire devra se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Conditions de circulation et de sécurité

L'installation visée à l'article 1er sera réalisée de manière à préserver en permanence la sécurité et la commodité du passage des usagers.

La circulation des véhicules devra être maintenue dans des conditions normales de sécurité.

En cas d'empiètement sur la chaussée, le bénéficiaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour organiser la circulation, notamment par la mise en place d'un alternat manuel ou par feux, si nécessaire.

La circulation des piétons sera déviée sur le trottoir opposé.

Article 3 : Signalisation temporaire

La signalisation temporaire sera mise en place par le bénéficiaire, à sa charge et sous sa responsabilité, conformément à la réglementation en vigueur, et notamment aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8^e partie – signalisation temporaire), approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié.

Le bénéficiaire devra notamment mettre en place :

- une signalisation adaptée à l'occupation du trottoir et au renvoi du cheminement piéton ;
- et, le cas échéant, un balisage adapté en cas d'empiètement sur la chaussée.

Il devra veiller à ce que l'occupation autorisée n'entraîne ni gêne excessive, ni danger pour la circulation, la sécurité publique ou le bon fonctionnement des services publics.

Article 4 : Conditions d'occupation

Le bénéficiaire veillera à ce qu'aucun matériel, engin ou dépôt ne fasse obstacle à la sécurité des usagers au-delà de l'emprise strictement autorisée.

Article 5 : Responsabilité

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que des tiers, des accidents de toute nature pouvant résulter de cette occupation.

Article 6 : Caractère précaire et révoquant

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révoquant. Elle ne confère aucun

droit réel à son titulaire et peut être retirée à tout moment pour des motifs liés à la gestion de la voirie, sans ouvrir droit à indemnité.

Article 7: Remise en état des lieux

Au terme de sa validité ou en cas de révocation de l'autorisation, le bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état initial dans un délai d'un mois à compter de la date de fin de validité ou de la révocation.

À défaut, et après mise en demeure restée sans effet, la remise en état pourra être exécutée d'office aux frais du bénéficiaire.

Article 8: Voies et délais de recours

Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NANTES - 6, allée de l'Île-Gloriette - BP 24111 - 44041 Nantes Cedex, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 9: Exécution du présent arrêté

Monsieur le Maire de la commune,

Monsieur le Colonel Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Sarthe,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté,

Dont ampliation sera adressée pour information à :

M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Sarthe,

M. le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Coulans-Sur-Gée,

Le pôle technique de la SETRAM

M. Frédéric FOUQUERAY

En mairie,
Le 4 mai 2026
Le Maire,
Laurent PARIS

